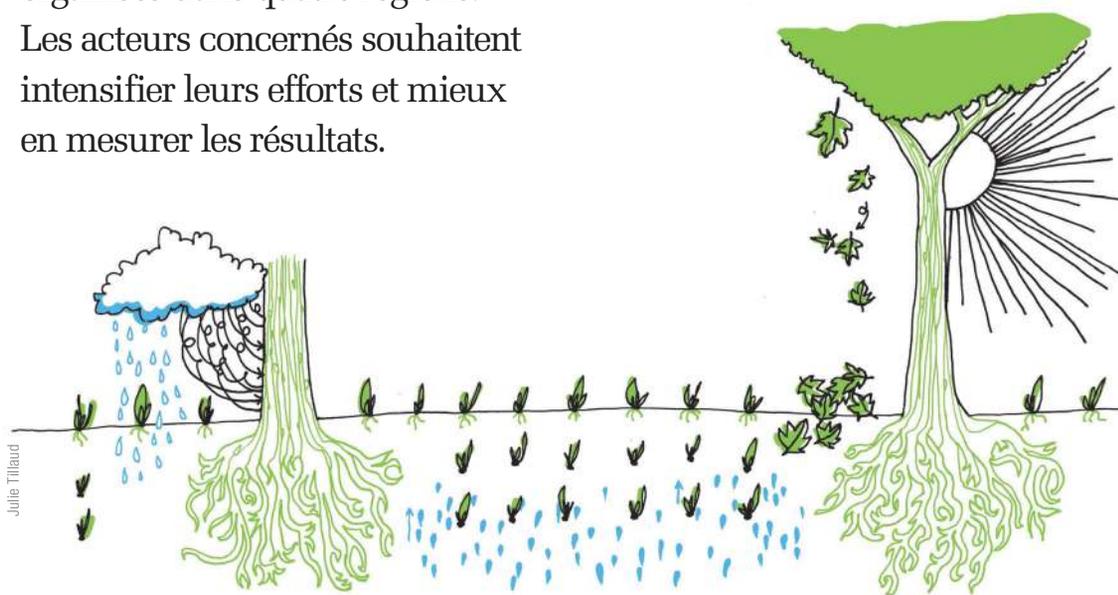


# DOSSIER

# AGROFORESTERIE

Le plus grand rassemblement mondial d'agroforesterie se déroulera à Montpellier du 20 au 22 mai. Cet événement interviendra à un an et demi de l'échéance du premier plan de développement français, lancé en décembre 2015, au service de cette famille de systèmes agro-écologiques qui associe l'arbre à des cultures et des pâtures. Le dernier salon de l'agriculture leur a donné une publicité sans précédent, à l'occasion de la remise des premiers prix d'agroforesterie, organisés dans quatre régions. Les acteurs concernés souhaitent intensifier leurs efforts et mieux en mesurer les résultats.



Julie Tillaud

# Le plan national n'a pas enrayeré l



Louise Gehin Perez

Lauréat 2018 du concours Agriculteurs d'Avenir, Les champs l'œil (Dordogne), un projet d'agrosystème écologique et productif.

Les acteurs mondiaux de l'agroforesterie n'ont pas choisi par hasard le site de leur quatrième congrès, qui se tiendra du 20 au 22 mai à Montpellier. Avec son plan de développement dédié aux systèmes agroforestiers, la France jouit d'une crédibilité qui a convaincu les organisateurs de cette première réunion européenne : les scientifiques du Cirad et de l'Inra, en partenariat avec World Agroforestry, Agropolis International et Montpellier Université d'Excellence. Pour illustrer la pérennité d'une stratégie au long cours, l'ancien ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, initiateur de l'exercice quinquennal lancé en décembre 2015, interviendra en qualité de vice-président de l'initiative "Quatre pour 1 000", dédiée au stockage du carbone dans les sols. Son successeur Didier Guillaume participera également au congrès mondial. La mobilisation

transparente reflète la diversité des défis auxquels répond l'agroforesterie : alimentation durable, biodiversité, gestion des ressources, fertilité des sols, adaptation au changement climatique, développement économique des territoires... «L'ambition de ce colloque est de renforcer les liens entre science, société et politiques publiques, afin de diffuser le message agroforestier auprès de tous», explique Emmanuel Torquebiau, président du comité d'organisation.

## Label pour le bocage

Pilier de la transition agroforestière, le renforcement de haies entretenues dans les règles de l'art repose sur la démonstration de leur valeur économique et sociale. Cela implique que les agriculteurs les inscrivent pleinement dans le fonctionnement de leur exploitation, comme

# la destruction des haies



Philippe Pointereau

Prés-vergers de cerisiers de Fougères (Haute-Saône) utilisés pour la production de kirsch.

l'explique l'association Terres et Bocages en Bretagne (lire p. 25). Le contexte de la transition énergétique est favorable, les haies pouvant fournir une importante biomasse, en particulier dans les régions peu boisées comme la Bretagne ou la Normandie. Mais la pérennité d'une filière en lien avec des systèmes agroforestiers ne peut s'envisager que dans un contexte de gestion raisonnée de la ressource et de valorisation locale des produits, plaquettes et bois bûche pour le chauffage, mais aussi bois d'œuvre pour certains sujets. Différents outils et démarches se développent comme le montre l'expérience de Lannion-Trégor Communauté (voir p. 10). Au plan

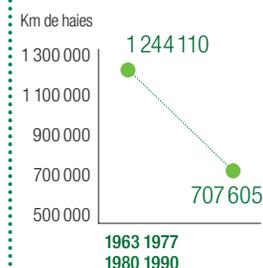
“ L'ambition est de diffuser le message agroforestier auprès de tous ”

EMMANUEL TORQUEBAU, président du comité d'organisation du congrès mondial d'agroforesterie

national, le « Plan de gestion durable des haies » offre un outil pratique aux agriculteurs, avec la perspective d'une certification « Bois bocagé géré durablement ». Le dispositif national de suivi du bocage vient en tête du bilan présenté par Christophe Pinard, coordinateur du plan Agroforesterie au ministère de l'Agriculture : « Ce projet magnifique a fédéré l'Institut géographique national et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, avec l'appui d'un grand nombre de chercheurs. Les haies gérées durablement alimenteront une base de données que l'on pourra croiser avec les informations accumulées sur les services rendus à la

## CHIFFRES

### Haies : la chute continue



**50 000 km**  
de haies  
plantées depuis 1980

**3 000 km**  
Rythme actuel  
de plantations annuelles

**11 500 km**  
Rythme actuel  
de destructions annuelles

**- 8 500 km**  
Solde annuel

Source : Solagro

### Les 4 types d'agroforesterie en France

**700 000 hectares**  
de bocage

**100 000 hectares**  
de prés-vergers

**15 000 à 20 000 hectares**  
d'aliments intraparcellaires

**Sylvo-pastoralisme :**  
pas d'évaluation disponible

Source : ministère de l'agriculture



Sylvie Monier

À Taxat-Senat (Allier) la ferme Lafoley a décroché le second prix régional d'agroforesterie.

♦♦♦ biodiversité par l'ensemble du bocage français. Ce croisement permettra enfin de calculer le solde entre plantation et arrachage», se réjouit le haut fonctionnaire. Déjà brandie par les producteurs de maroilles et de poulets de Bresse, la connexion entre le label Bois bocager et les appellations d'origine pourrait constituer un puissant levier d'incitation, à côté des économies d'intrants et des bénéfices attendus sur les marchés du chauffage et de la construction. Les parcs naturels régionaux et les parcs nationaux envisagent de s'inspirer de ce modèle en utilisant leurs marques, Valeur parc et Esprit parc national. Un autre label, Carbocage, expérimenté dans les Pays de Loire, pourrait stimuler la valorisation énergétique. Malgré la part très majoritaire détenue par les 700 000 hectares de bocage dans l'agroforesterie française, le plan de développement n'a pas laissé de côté ses

### “ 70 des 190 exploitations agricoles ont mis en place des expériences d'agroforesterie ”

CHRISTOPHE PINARD, coordinateur du plan de développement de l'agroforesterie

trois autres formes: pré-vergers, alignements intraparcels et sylvo-pastoralisme. À raison de 30 à 100 arbres par hectare, les alignements intraparcels, qui ne couvrent que 15 000 à 20 000 hectares, présentent un grand

potentiel en céréaliculture, dans des rangs souvent espacés selon la largeur d'un pulvérisateur, mais aussi en trufficulture et en viticulture, notamment dans le sud de la France: « Arroser des vignes, même en goutte à goutte, posera tôt ou tard un énorme problème de légitimité, dans les régions les plus exposées au dérèglement climatique », pronostique Christophe Pinard. Le programme Vitiforest a ouvert une voie nouvelle, entre 2015 et 2018 dans trois vignobles.

Alors que l'heure du bilan du plan approche, l'État ne sous-estime pas les freins: « L'échelle régionale constitue le maillon faible », reconnaît le coordinateur. Autorités de ges-



Pur Projet

**Lauréat 2018 du concours Agriculteurs d'Avenir, les Arches Castriotes, produisent miel et amandes.**



SARRAN ERIC/SEAM

**Le lycée de Melle (79) pionnier de l'agroforesterie.**

tion de la politique agricole commune, les conseils régionaux ne se sont pas tous saisis de la main tendue par l'Europe pour financer les politiques agroforestières.

### Nécessaire transition

L'État souhaite que des plans régionaux viennent démultiplier l'effort national. Un autre frein résulte de la part majoritaire du fermage, dans l'agriculture française : comment intéresser un fermier à planter des arbres sur des terres qu'il ne possède pas ? Le réseau mixte technologique Agroforesterie détaille les réponses des pouvoirs publics dans un guide publié sur son site. Dernier frein identifié : entre plantation et arrachage d'arbres champêtres, le solde reste toujours négatif comme le montrent les statistiques en page 21. « Sur les trois dernières années, on recense trois disparitions pour une plantation. Les 50 000 km de haies plantées pendant les 40 dernières années représentent 7 % du total, mais pendant ce temps, les 93 % restants dépérissent », déplore Baptiste Sanson, directeur de l'association. Ces constats poussent l'Afac ● ● ●

## ■ La pépite auvergnate

**Pour la première fois, l'arbre a tenu les premiers rôles au salon de l'agriculture de mars dernier, à l'occasion de la remise des prix du « concours des pratiques d'agroforesterie 2018-2019 ».**

Oser affronter le regard du voisinage sur le changement de pratiques de gestion des haies ne coule pas de source, pour un agriculteur ancré de longue date dans son territoire : Gérard Vernis a sauté le pas à Franchesse (Allier), ce qui lui a valu le premier prix régional en Rhône-Alpes Auvergne, puis le premier prix national du concours d'agroforesterie, dans la catégorie des haies de plus de 10 ans. Des arguments sonnants et trébuchants ont rendu possible la mutation : les plaquettes extraites des haies fournissent les litières du bétail et le combustible du chauffage, alors qu'auparavant, la taille printanière découpée au carré produisait un résultat conforme aux attentes sociales, mais nuisibles à la biodiversité, et coûteuses en diesel dépensé sans contrepartie financière. Une nouvelle manière de compter les coûts et les bénéfices de l'exploitation découle du changement de pratique : « Au lieu de calculer la quantité de lait par vache, l'agriculteur apprend à évaluer la marge brute par animal », souligne Sylvie Monier, référente du réseau Réunir AF pour Rhône-Alpes Auvergne, l'une des quatre régions organisatrices du concours. À raison de 90 m<sup>3</sup> de bois, l'addition des bénéfices engrangés et des coûts évités aboutit à 1 350 euros par an : « Le prix d'un brotard », sourit l'animatrice du réseau rural régional. Inspiré du concours annuel des prairies fourragères, la nouvelle compétition va monter en puissance : elle s'intégrera à l'avenir au Concours Agricole, Graal de la profession. « Élever un arbre deviendra alors un acte aussi digne de reconnaissance et d'intérêt qu'élever un animal », se réjouit Baptiste Sanson, directeur de l'association Afac Agroforesterie, l'une des deux chevilles ouvrières du concours, au côté des chambres d'agriculture.



Sylvie Monier



Baptiste Vuillet

**Le troupeau de vaches Parthenaises du lycée agricole de Melle (Deux-Sèvres).**



**Le Pavillon de l'Eau Reine (Jardin botanique de Nar**

●●● Agroforesterie à militer pour que des objectifs chiffrés viennent accompagner le prochain plan de développement pluriannuel. Pour soutenir son argumentation, l'association s'est appuyée sur les prospectivistes et agronomes de l'association toulousaine Solagro, auteur du scénario Aferres 2050, qui trace la feuille de route pour mettre l'agriculture sur la voie du développement durable. Les calculs des scientifiques donnent la mesure du choc d'agroforesterie nécessaire : « Pour revenir au linéaire d'après-guerre d'ici à 2030, il faut planter dix fois plus et ne rien arracher », résume Baptiste Sanson. Les professionnels du paysage trouveront-ils leur place dans cette transition agroforestière ? Dans un article publié par le site du collectif PAP (Paysages de l'après-pétrole), Paule Pointereau, paysagiste et directrice adjointe de l'Afac Agroforesterie,

**“ La typologie nationale des haies restitue leur diversité historique et géographique avec leurs dénominations locales ”**

PAULE POINTEREAU, paysagiste et directrice adjointe de l'Afac Agroforesterie

resterie, a croisé les données scientifiques avec la réalité vécue dans les territoires : « Pour s'assurer que les critères de gestion établis dans le cadre du label puissent s'appliquer à tous les types de haies en France, l'Afac Agroforesteries a élaboré une typologie nationale des haies. Ce référentiel restitue leur diversité historique et géographique avec leurs dénominations locales et permet de proposer des préconisations de gestion durable adaptée à chaque type », précise-t-elle. Un guide de préconisations de gestion durable des haies est en phase de formalisation. Le regard des professionnels du paysage s'impose également en Nouvelle Aquitaine, où deux paysagistes conseils de l'État accompagnent la conception et l'évaluation des systèmes agroforestiers à la direction régionale de l'agriculture et de la forêt et à la direction départementale



Pierre-François Vaick

de Nancy), grand Prix de l'édition 2018 des Défis du bois 3.0.

des territoires de Charente-Maritime. Autre avancée à l'échelle nationale : le ministère s'apprête à introduire le critère paysager dans les grilles des dossiers de subventions aux projets agroforestiers soutenus par la politique agricole commune.

Outre le regard transversal des paysagistes, l'espoir, à moyen terme, repose sur les générations formées à « produire autrement », depuis le lancement du projet agroécologique pour la France : « 70 des 190 exploitations recensées dans les lycées agricoles ont mis en place des expériences d'agroforesterie », se réjouit Christophe Pinard. Les lycées d'Angers et de Troyes délivrent des formations spécifiques, dans le cadre de spécialisations d'initiative locale, tandis qu'au Mans, le BTS Gestion forestière intègre 90 heures consacrées à l'arbre hors forêt. Dans une enquête en cours d'analyse sur le bilan du projet « Produire autrement », lancé en 2014 dans les lycées agricoles, l'agroforesterie figure parmi les thèmes les plus prometteurs. ■

**Yaël Haddad et Laurent Miguet**

## Résistance bretonne

**Priorité à l'entretien sur le neuf et intégration des haies dans l'exploitation : une quarantaine d'agriculteurs costarmoricains (entre Loudéac et Lamballe) portent ces deux combats, au sein du collectif Terres & Bocage. Ils n'hésitent pas à prendre le contrepied de la politique régionale de soutien au bocage.**

« Planter est une chose certes importante, mais c'est bien la gestion à long terme qui conditionne le devenir des haies et leur permet, ou non, de pousser et de remplir des fonctions », avertit Thierry Guéhenneuc, sylviculteur et animateur de l'association bretonne Terres & Bocages. Selon lui, le classement des haies en surfaces non agricoles (SNA) n'encourage pas les gestions vertueuses. De même, la politique bretonne de soutien au bocage ne finance les plantations que lorsqu'elles sortent de la comptabilité de l'exploitation pour entrer dans celle de la collectivité. « Tout cela contribue à faire de la haie et du bocage un aménagement environnemental déconnecté de l'agriculture, posé par la collectivité pour se protéger des éventuelles pollutions agricoles », regrette Thierry Guéhenneuc. Selon lui, le quadruplement des aides publiques aux plantations a entériné cette séparation, ce qui réduit les chances de survie des haies : le néobocage s'érode bien plus vite que le bocage ancien qu'il est censé consolider. Cette analyse a poussé l'association à présenter son projet de « réinsérer le bocage dans les systèmes d'exploitations ». La politique nationale de « mobilisation collective pour l'agro-écologie » a rendu justice à cette initiative, en donnant à ses porteurs le statut de « Groupement d'intérêt économique et environnemental », créé en 2014 par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt. Mais la région Bretagne n'a pas inclus Terres & Bocage dans sa politique de soutien au bocage, identifiée pourtant comme l'une des plus ambitieuses de France.



Terres & Bocages